

eco

ÉDITION FRANCOPHONE



ÉDITION FRANCOPHONE

Abonnez-vous
gratuitement

ECO est publié par les ONG. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à la COP21 de Paris. Pour recevoir ECO par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à ecodiffusion-subscribe@rac-f.org mais aussi sur notre site www.rac-f.org/ECO-a-Paris-COP21 et sur Twitter [@RACFrance](https://twitter.com/RACFrance)

Des objectifs de long terme solides pour atteindre 1,5°C

Ce début de semaine sera principalement concentré sur les pays vulnérables et sur la résilience. Comme l'a dit Obama dans son discours d'ouverture : « Aucun pays, qu'il soit grand ou petit, riche ou pauvre, n'est à l'abri des conséquences des changements climatiques. » C'est la raison pour laquelle l'intervention d'aujourd'hui du Climate Vulnerable Forum (CVF), une tribune composée de 20 pays dont les populations, les économies et écosystèmes encourent le risque de dommages irréparables suite à la hausse des températures, est de la plus haute importance.

Ces 20 pays ont non seulement promis de se battre pour la justice climatique, mais aussi pour démontrer qu'une telle

justice peut devenir réalité. Atteindre l'objectif de 1,5°C demandera un abandon rapide et clair des énergies fossiles. Cela signifie que les nations doivent s'accorder sur une décarbonisation globale et sur un système énergétique 100% énergies renouvelables d'ici à 2050. Cela signifie également que le Mécanisme de l'Ambition de Paris devra s'assurer que les objectifs pré-2020 soient réexaminés, renouvelés et revus à la hausse selon des cycles de 5 ans afin d'espérer assurer leur survie et une transition équitable. Pour ce faire les nations les plus riches doivent à la fois tenir leur promesse de financement climatique à hauteur de 100Md\$ pour 2020 et prendre les initiatives nécessaires pour

faire de ce montant un plancher aux futurs soutiens financiers à l'atténuation, à l'adaptation et aux pertes et dommages. ECO soutient pleinement la demande visant à limiter la hausse de la température globale à 1,5°C. Si notre objectif n'est pas de garantir la survie de tous les pays, alors quel est-il ? Nous devons tous nous unir derrière cet impératif moral simple. Si ECO devait faire un vœu unique, ce serait que les voix des plus vulnérables résonnent dans les halls de négociation du Bourget et que leurs demandes soient soutenues et défendues par l'ensemble des Parties, et plus particulièrement l'UE, les États-Unis et autres pays se targuant d'être partenaires d'une solidarité mondiale.

Égalité pour le premier Fossile du jour au Sommet de Paris

Alors que les leaders mondiaux font monter les enchères à l'ouverture du Sommet de Paris, le premier Fossile du jour est double. **La Nouvelle-Zélande** prend la première place de façon plutôt hilarante (ou pas) en poussant les pays à arrêter les subventions aux énergies fossiles, tout en sortant les gros billets pour les soutenir jusqu'à 80 M\$.

Le Premier ministre John Key a fait montre d'une certaine hypocrisie en déclarant, à un événement dédié à la réforme des subventions aux fossiles, que la Nouvelle-Zélande était un leader sur le sujet, bien que les subventions à la production y aient été multipliées par sept depuis son élection en

2008. Sa déclaration bidon est arrivée une semaine après avoir dit que la Nouvelle-Zélande « n'a pas besoin et ne devrait pas être un leader sur le climat ». Voyez-vous également des signaux contradictoires ?

Et pour rejoindre la Nouvelle-Zélande sur le podium (roulement de tambours) à la première place, **la Belgique** ! Avec un leadership environnemental aussi obscur qu'un verre de bière

Weisse, ses quatre gouvernements régionaux de quatre parties différentes sont encore en train de se chamailler depuis 2009 au sujet de la mise en place du paquet européen sur le climat et l'énergie.

Aujourd'hui la Belgique

est loin de ses objectifs de réduction d'émissions de carbone et d'énergies renouvelables. Du fait des chamailleries qui bloquent un accord belge sur le climat, le pays est aussi à la traîne en termes de financements durables et suffisants. L'état de blocage en matière environnementale en Belgique fait se demander à ECO si certains des gros bonnets sont en train de manger des chocolats Guylian au lieu de chercher à progresser. Cela a probablement également conduit le Ministre de l'environnement à rater le train pour Paris. Pourquoi ? Parce que le gouvernement renégociait le redémarrage de vieilles centrales nucléaires arrêtées il y a un an.

Et quelques heures après avoir reçu le Fossile du jour, la Belgique a conclu un accord. Pas sur le climat, noooooon. Pour plus de vieilles centrales dans la prochaine décennie. La Belgique avance... à reculons.



Les pays riches sauront-ils répondre à l'appel de l'Afrique pour l'adaptation ?

Au cours de la réunion des chefs d'Etats de lundi, il est ressorti que les pays développés sont très solidaires des pays les plus vulnérables. Bien ! ECO suppose qu'ils envisagent donc de passer des paroles aux actes et de répondre favorablement à l'appel de l'Afrique de doubler la part de financement consacrée à l'adaptation au changement climatique, passant de 16% aujourd'hui à 32% d'ici à 2020. Un appel déjà lancé il y a quelques semaines, en amont de la COP. Ceci reviendrait à consacrer 32Md\$ par an d'ici à 2020 aux mesures d'adaptation, parmi les 100Md\$ déjà promis, de sorte que les Etats développés n'auraient pas à trouver de financement supplémentaire. Bien au contraire, une telle condition associée à la promesse de 100Md\$ permettrait d'obtenir un appui parmi l'ensemble des pays les plus

vulnérables et de contribuer à la construction d'une alliance ambitieuse, ici, à Paris. Toutefois, lorsque ECO a évoqué ce sujet avec les pays développés, certains ont présenté des excuses plutôt boiteuses (notamment sur la question de la solidarité). Un des négociateurs a même déclaré que la mise en œuvre d'une telle cible était trop directive. Un peu comme si les pays en développement ne demandaient pas l'augmentation des financements dédiés à l'adaptation depuis des années. Un autre négociateur a tenté d'esquiver la question, affirmant qu'il n'y a pas suffisamment de projets d'adaptation en cours, tout en admettant que si les pays pauvres recevaient un meilleur soutien dans la préparation de tels projets et un renforcement de leurs capacités, la demande de financement grimperait en flèche.

Mais soyons clairs ! Les besoins réels sont nettement supérieurs à 32Md\$ par an. On estime que les coûts liés à l'adaptation dans les pays en développement devraient atteindre environ 500Md\$ par an en 2050, même dans un scénario de réchauffement limité à 2°C.

Face à cela, l'appel de l'Afrique semble plutôt modeste : ECO pense que consacrer à l'adaptation 50% des 100Md\$ promis d'ici à 2020 serait nettement plus approprié.

En tout état de cause, l'adoption d'un tel objectif de financement de l'adaptation avant 2020 serait un geste politique fort, qu'il faudra confirmer au cours des deux prochaines semaines. Répondre à l'appel de l'Afrique sur le financement de l'adaptation pourrait se révéler être l'un des objectifs les plus faciles à atteindre.

Des éléphants dans la boutique de porcelaine

La COP, qui a débuté en grand pompe ce lundi a totalement laissé de côté deux principales sources d'émissions: le transport aérien et maritime. Les émissions de ces secteurs se situent en dehors des objectifs nationaux et sont donc traitées séparément des contributions nationales (INDCs) soumises à ce jour. Si les transports aériens et maritimes étaient un pays, il serait dans le top dix des pays émetteur avec des émissions qui devraient croître de 270% d'ici à 2050.

Cette situation saperait les efforts déployés par les Etats et les autres secteurs et rendrait l'objectif de 1,5/2°C quasiment impossible à atteindre. Ces secteurs paient aussi zéro taxe sur leur carburant. Ceci est une subvention du carburant fossile qui est, en partie, responsable de l'augmentation des émissions.

Deux agences de l'ONU sont chargées de réglementer les émissions de ces secteurs: l'Organisation maritime internationale (OMI) pour le maritime et l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) pour l'aérien. Depuis Kyoto ils étaient chargés de limiter ou de réduire les émissions. En réalité, les émissions n'ont pas été réduites, mais

ont augmenté de 80% entre 1990 et 2010, à comparer à 40% pour le reste de l'économie mondiale.

L'Accord de Paris doit donner à l'OACI et à l'OMI un nouvel élan et des ambitions, qui ont si cruellement fait défaut. Il devrait les obliger à définir des objectifs d'émissions en ligne avec leur juste part de la cible de 1,5/2°C. Par ailleurs il faut s'assurer que l'atteinte de ces objectifs et les efforts réalisés sont soumis au même processus de revue créé pour examiner les efforts nationaux. Mettre fin à la taxe zéro sur le carburant est aussi une évidence. Il peut fournir le financement climatique tout en permettant de réaliser des gains d'efficacité dans ces secteurs.

Aujourd'hui l'OACI et l'OMI présenteront un autre récital de greenwashing, d'excuses en tout genre et d'inaction. Faisons de cette la COP la dernière où OACI et l'OMI s'avancent sans avoir réalisés leur part du travail.

Ils sont les « éléphants dans la boutique de porcelaine » climatique. Mettons fin avec cet accord à leur statut (de pollueurs) si spécial. www.elephantsintheroom.eu

Tu me reconnais ?

Chaque premier jour de COP, ECO erre dans les couloirs à la recherche du meilleur café et de la salle des plénières. ECO est heureux de rencontrer les vieux copains et les visages familiers qui travaillent à un climat plus sûr. Mais, avec autant de personnes au Bourget, il y a quelques moments de doute : est-ce un reporter ou un délégué ?

Il y a aussi quelques doutes quand on voit les éléments des discussions de Paris. Par exemple, la plupart des personnes considèrent l'Agenda des solutions (LPAA - Plan d'actions Lima-Paris) comme un simple forum réunissant les Etats et les autres acteurs afin d'accélérer la coopération sur l'action climatique.

Ne nous méprenons pas. L'Agenda des solutions pourrait être vu comme le premier test d'un agenda plus permanent d'actions à haut niveau, décidé par Paris. Cette plateforme pourrait être un élément clé d'une décision sur Workstream 2 (Action avant 2020). Comme proposé par le groupe AOSIS, cet agenda d'action pourrait être conduit par 2

champions de haut niveau, disposant d'une solide réputation et des réseaux pour rassembler le maximum de monde autour de l'objectif de 1,5 °C.

L'Agenda des solutions, pour montrer l'exemple, doit se lever du bon pied. Il faut d'abord exclure les initiatives incluant les entreprises pétrolières. Les domaines comme l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, les villes et les forêts (qui ont toutes une place importante dans le LPAA) devraient continuer à être au centre de l'agenda des actions permanentes.

Pour être sûr d'avoir un agenda d'action dès 2016 permettant d'aller vers l'objectif de 1,5°C, la décision du Workstream 2 doit placer des critères clairs pour de telles initiatives. De plus, il doit y avoir des dispositions pour suivre les progrès et responsabiliser les participants à continuer l'effort après le départ des caméras de télévision. Cette semaine, pendant les discussions autour de l'Agenda des solutions, souvenez-vous qu'il y a un enjeu bien plus important derrière.

Jeûne pour le climat

ECO est heureux de voir que « Jeûne pour le climat » est de retour aux négociations pour le climat. ECO est certain que les lecteurs se rappelleront de Varsovie, quand le discours passionné de Yeb Saño, alors ambassadeur philippin pour le climat, avait lancé le mouvement et que des milliers de personnes s'étaient abstenues de manger pour certaines périodes de temps pour exiger une action sur le climat.

Le Jeûne pour le climat a depuis fait un sacré voyage autour du monde, allant même jusqu'à Tuvalu où il y a eu une jeûne pendant la COP de Lima. ECO a même entendu que chaque jour une personne différente a jeûné depuis la COP de Lima jusqu'au lancement de Paris. Aujourd'hui, le Jeûne pour le climat réunit 10 000 personnes à travers le monde, et inclut des individus de tout genre et de nombreuses appartenances religieuses.

Ce soir, quand elles rompent le jeûne, ces 10 000 personnes célébreront ensemble leurs actions qui ont réveillé les consciences sur leur appel pour un monde 100% renouvelable en 2050, en solidarité avec les pays vulnérables, pour un soutien conséquent aux pays pauvres, pour prendre en compte les pertes et dommages – et pour que nous repensions tous nos modes de vies et montrions l'exemple.

Si des gens issus de toutes religions, tous continents et toutes origines peuvent se retrouver pour jeûner, est-ce que les leaders de la planète ne peuvent pas aussi s'allier pour faire de cette COP le moment historique où le monde a commencé à sérieusement s'occuper du changement climatique ?

REMERCIEMENTS

Le RAC-F remercie tous ceux qui ont participé à la rédaction et à la traduction de ce numéro : Marie Atinault, Florent Bahuaud, Jean-Cyril Dagorn, Maximilien de Meulenaere, François Perillob et Gwenaél Wasse.
Coordination : Simon Coquillard